

DOCUMENT DE BASE

APPEL À PARTENARIATS s'adressant à des organisations sans but lucratif

Réf. : CI/FMD/FEJ/2024/80

(Merci de mentionner cette référence UNESCO dans toute votre correspondance)

2/09/2024

Date de clôture : 18/10/2023 (23:59 GMT+2)

À soumettre par courriel à : gmdf@unesco.org

Demandes de renseignements par courriel à : gmdf@unesco.org (aspects techniques, administratifs et financiers)

I. CONTEXTE :

L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) s'efforce de consolider la paix par la coopération internationale dans les domaines de l'éducation, de la science et de la culture. Les programmes de l'UNESCO contribuent à la réalisation des [Objectifs de développement durable du Programme 2030](#) adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies en 2015. Le présent appel à partenariats vise à identifier des partenaires d'exécution pour le projet de l'UNESCO :

Fonds mondial pour la défense des médias (Global Media Defence Fund, GMDF)

Mis en place en 2019 dans le cadre de la Campagne mondiale pour la liberté des médias et sous l'égide du Plan d'Action des Nations Unies sur la Sécurité des Journalistes et la Question de l'Impunité –et les recommandations pour une mise en œuvre renforcée du Plan–, le Fonds mondial pour la défense des médias (ci-après « GMDF » ou « le Fonds ») est un fonds multi-donateurs de l'UNESCO qui soutient des projets locaux, régionaux et mondiaux contribuant à renforcer la protection juridique des journalistes et à améliorer la liberté de la presse.

Le GMDF contribue à la création d'un environnement libre et plus sûr pour les journalistes sur la base de quatre approches ou Résultats clés :

- Résultat 1: Favoriser la coopération juridique internationale, ainsi que le partage et la mise en œuvre de bonnes pratiques afin de promouvoir la défense des journalistes attaqués et lutter contre l'impunité des attaques à leur encontre.
- Résultat 2 : Renforcer l'opérationnalisation des mécanismes nationaux de sécurité et des réseaux de soutien par les pairs afin de garantir l'accès rapide des journalistes à l'assistance juridique, de renforcer leur défense et d'améliorer leur sécurité, en tenant compte de la nature genre-spécifique des menaces qui pèsent sur eux et elles.
- Résultat 3 : Soutenir le journalisme d'investigation qui contribue à réduire l'impunité des crimes commis contre les journalistes en demandant des comptes au système judiciaire et en poursuivant un travail d'investigation qui risque d'être censuré lorsque ces journalistes sont attaqués, emprisonnés ou assassinés ; et renforcer la sécurité de ceux et celles qui travaillent dans ce domaine.
- Résultat 4 : Renforcer les structures servant à favoriser le contentieux stratégique afin de protéger les environnements nationaux et régionaux où les cadres juridiques sont propices à des écosystèmes médiatiques indépendants, libres et pluralistes.

Dans le cadre des Résultats 2, 3 et 4 du Fonds, l'UNESCO recherche des partenariats avec des organisations à but non lucratif (y compris, mais sans s'y limiter, des organisations non gouvernementales, des fondations, des associations professionnelles, des institutions académiques et des organisations intergouvernementales, parmi d'autres) cherchant à mettre en œuvre ou à renforcer des initiatives locales, régionales et/ou mondiales qui, conformément aux normes internationales en matière de droits de l'homme, contribueront à faire progresser au moins un de ces Résultats. Les organisations partenaires sont sélectionnées par le biais d'Appels à partenariats compétitifs.

II. OBJECTIFS ET PRODUITS/ÉLÉMENTS LIVRABLES ATTENDUS :

Cet Appel thématique à partenariats cherche à apporter un soutien financier à des projets locaux, régionaux et mondiaux qui, conformément aux normes internationales, contribueront à défendre le journalisme environnemental en renforçant la protection juridique des journalistes environnementaux et/ou en réduisant l'impunité liée aux cas de violence, de menaces et d'attaques à leur encontre.

Une description détaillée des objectifs, produits et éléments livrables correspondants figure dans les **Termes de Référence de l'Appel à partenariats (TDR) – Annexe 1**

Bénéficiaires finaux/les

Seront considérées comme recevables les propositions visant à renforcer la protection juridique des journalistes environnementaux et/ou à réduire l'impunité liée aux cas de violence, de menaces et d'attaques à leur encontre, conformément aux Résultats 2, 3 et/ou 4 du Fonds mondial pour la défense des médias, et ciblant comme bénéficiaires directs et finaux des journalistes, des avocats, des organisations à but non lucratif, et des autres parties prenantes concernées.

II. ADMISSIBILITÉ :

Un partenaire d'exécution de l'UNESCO est une entité sans but lucratif à laquelle l'UNESCO confie tout ou une partie de la mise en œuvre de programmes ou de projets spécifiés dans un document signé, étant entendu que le partenaire sera pleinement responsable et tenu de rendre compte de l'utilisation effective des ressources et de la livraison des produits comme indiqué dans ledit document.

Principales caractéristiques d'un Accord de partenariat d'exécution avec l'UNESCO
Le partenaire apporte une valeur ajoutée, notamment sous la forme d'une contribution financière ou en nature, au projet ou à l'activité.
Le partenaire partage les risques et les avantages liés à l'exécution du projet ou de l'activité et est responsable et appelé à rendre compte de la production des résultats escomptés.
Le partenaire est associé à chaque étape du processus, depuis l'élaboration d'un plan de travail détaillé jusqu'à l'évaluation du projet ou de l'activité.
Le partenariat comprend des aspects dépassant la seule prestation d'un service, notamment des éléments de renforcement des capacités du partenaire et/ou du bénéficiaire.

L'UNESCO déterminera si une entité présente les conditions requises pour être envisagée comme partenaire de l'Organisation en fonction des paramètres indiqués dans les **Termes de Référence de l'Appel à partenariats – Annexe 1** et le **Formulaire d'Identification du Partenaire de l'UNESCO – Annexe 2**.

III. PROPOSITION :

Méthodologie, approche, plan d'assurance qualité et plan de mise en œuvre proposés

La proposition de partenariat doit démontrer son alignement sur les critères définis dans les **Termes de Référence de l'Appel à partenariats – Annexe 1** en indiquant les éléments spécifiques proposés et la manière dont elle procédera pour livrer les produits et exécuter les tâches qui sont demandées, en donnant une description détaillée des caractéristiques essentielles de ses prestations, et en précisant les travaux ou partie de travaux qui seront sous-traités.

La proposition doit en outre expliquer comment la méthodologie proposée répond aux TDR ou va au-delà, tout en étant adaptée à la situation locale et à l'environnement dans lequel le projet sera exécuté. La méthodologie doit s'inscrire dans un calendrier de mise en œuvre et un plan d'assurance qualité.

Veuillez consulter les **Termes de Référence de l'Appel à partenariats – Annexe 1** pour des informations plus détaillées sur les conditions d'éligibilité des propositions soumises dans le cadre de cet Appel.

Structure de gestion et ressources humaines (collaborateurs essentiels)

L'entité doit présenter une description détaillée de la structure de gestion et des renseignements concernant les ressources humaines nécessaires, y compris les curriculum vitae des collaborateurs essentiels qui seront appelés à appuyer l'application de la méthodologie proposée, en définissant clairement les qualifications retenues dans les domaines correspondants des TDR.

Ces informations doivent être renseignées dans le **Formulaire d'Identification du Partenaire de l'UNESCO – Annexe 2** et le **Formulaire de Candidature – Annexe 3**.

Veuillez consulter les **Termes de Référence de l'Appel à partenariats – Annexe 1** et le **Formulaire d'Identification du Partenaire de l'UNESCO – Annexe 2** pour des informations plus détaillées sur les exigences en matière de capacités et de gestion.

IV. CRITÈRES ET MÉTHODE D'ÉVALUATION :

Veuillez consulter les **Termes de Référence de l'Appel à partenariats – Annexe 1** pour des informations plus détaillées sur les critères d'admissibilité et d'éligibilité, la grille d'évaluation et le processus de sélection pour cet Appel.

V. VOLUME DU BUDGET ET DURÉE DU PROJET :

Les montants proposés doivent être compris entre 15 000 dollars des États-Unis au minimum et 50 000 dollars des États-Unis au maximum pour les interventions directes pour des interventions directes concernant une ou plusieurs activités/zones géographiques, comme indiqué dans les **Termes de Référence de l'Appel à partenariats – Annexe 1**.

Le montant demandé dans la proposition doit être proportionné aux capacités de l'entité en matière de gestion administrative et financière. En principe, la durée du projet ne doit pas dépasser 18 mois.

En ce qui concerne le budget de la proposition technique du partenaire, l'UNESCO se réserve le droit d'établir le plan de travail et de négocier le budget avec le partenaire, avant la signature de l'accord, pour s'assurer le meilleur rapport qualité-prix. De même, l'UNESCO s'assurera, conformément à sa politique, que le partenaire sélectionné sera à même d'apporter une valeur ajoutée sous la forme d'une contribution financière ou en nature. Le partenaire fera figurer sa contribution financière ou en nature dans sa proposition budgétaire. Les frais généraux à titre de coûts administratifs ou de commission de service ne sont pas acceptés (budgétisation directe sur la base des activités).

VI. PROCESSUS DE SÉLECTION :

L'UNESCO examinera les propositions selon une procédure en cinq étapes : (i) détermination des propositions admissibles et éligibles ; (ii) examen technique des propositions éligibles ; (iii) notation et classement des propositions admissibles selon les critères d'évaluation indiqués dans les **Termes de Référence de l'Appel à partenariats – Annexe 1**, en vue de déterminer quelles sont les propositions se classant en tête ; (iv) tour de clarification (si nécessaire) et élaboration du plan de travail avec le candidat dont la proposition aura obtenu la note la plus élevée ; (v) signature de l'accord de partenariat d'exécution, à la suite d'un procès de diligence raisonnable entamé sur la base des règles et règlements de l'UNESCO.

Veuillez consulter les **Termes de Référence de l'Appel à partenariats – Annexe 1** pour des informations plus détaillées sur le processus de sélection.

VII. PROCESSUS DE SOUMISSION :

Les candidats prennent en charge la totalité des coûts liés à l'établissement et à la soumission de leur offre.

La liste complète des documents qui doivent être soumis pour que la candidature soit prise en compte est disponible dans la checklist disponible dans les **Termes de Référence de l'Appel à partenariats – Annexe 1**.

Une seule proposition par organisation est autorisée.

Pour toute question supplémentaire concernant l'Appel à partenariats, les formulaires de candidature et/ou les documents connexes, veuillez envoyer un courriel à gmdf@unesco.org.

Note : L'UNESCO se réserve le droit de ne financer aucune des propositions faites dans le cadre du présent appel à partenariats. Selon la valeur et le contexte de l'accord de partenariat d'exécution, le rapport financier final devra être certifié par l'auditeur externe du partenaire. L'obligation de faire procéder à un audit sera confirmée pendant l'établissement du plan de travail et la finalisation du contrat.

DÉLAIS DE SOUMISSION

Les propositions, accompagnées des documents justificatifs, doivent être soumises au plus tard le **4 octobre 2024** à 23 :59 GMT+2.

Calendrier indicatif du présent Appel à partenariats :

ÉTAPES		DÉLAI INDICATIF
1	Ouverture de l'Appel à partenariats	2 Septembre 2024
2	Délai de soumission des propositions	18 Octobre 2024
3	Processus d'évaluation et de sélection	Octobre – Décembre 2024
4	Notification des résultats aux candidats	Décembre 2024 – Janvier 2025
5	Lancement du processus de formalisation du contrat	Janvier – Février 2025

AVERTISSEMENTS IMPORTANTS

L'UNESCO exige de ses partenaires, des soumissionnaires et de leurs sous-traitants qu'ils adhèrent aux normes morales et éthiques les plus élevées pendant l'exécution du contrat de partenariat et qu'ils ne se livrent à aucune pratique frauduleuse ou tentative de corruption.

Les organismes du système des Nations Unies appliquent une politique de tolérance zéro en ce qui concerne les cadeaux. Il est donc impératif que le personnel de l'UNESCO ne se trouve pas placé dans une position où ses actes seraient dictés ou pourraient raisonnablement apparaître comme dictés par un traitement de faveur reçu d'un individu ou d'une entité sous la forme de cadeaux, d'invitations ou autres gratifications similaires. Il est donc demandé aux partenaires de ne pas offrir ou proposer de cadeaux ou d'invitations au personnel de l'UNESCO.

L'UNESCO :

- rejettera toute proposition d'attribution d'un contrat de partenariat si elle détermine que l'entité recommandée a eu recours à la fraude et/ou à la corruption pour remporter ce contrat ;
- annulera ou résiliera un contrat de partenariat si elle détermine que le partenaire avec lequel elle l'a signé a eu recours à la fraude et/ou à la corruption pour remporter ce contrat ou l'exécuter ;
- radiera un partenaire de la liste des « prestataires enregistrés auprès des Nations Unies », indéfiniment ou pour une période donnée, si elle détermine que ce partenaire a eu à un moment

quelconque recours à la fraude et/ou à la corruption pour remporter un contrat signé par elle ou pour exécuter ce contrat.

Le présent appel à partenariats ne constitue pas en l'état une proposition de contrat avec votre organisation. Cependant, votre soumission pourrait constituer une base pour l'établissement d'un contrat entre votre organisation et l'UNESCO.

Vous êtes prié(e) d'accuser réception du présent appel à partenariats et de nous confirmer votre intention de soumettre ou non une proposition. Pour ce faire, et pour toute demande de clarifications, veuillez contacter *[nom de l'interlocuteur UNESCO concerné]*.



Pour le compte de l'UNESCO

Section pour la liberté d'expression et la sécurité des journalistes :
Andrea Cairola, Conseiller pour la Communication et l'Information

VIII. ANNEXES :

Annexe 1 – Termes de Référence de l'Appel à partenariats

Annexe 2 – Formulaire d'identification du partenaire d'exécution de l'UNESCO

Annexe 3 – Formulaire de candidature

Annexe 4 – Modèle de budget

Annexe 5 – Accord de partenariat d'exécution (exemple), partagé avec tous les partenaires candidats afin de leur permettre de se familiariser avec les termes et conditions standard d'un IPA (il n'est pas nécessaire de le remplir ni de le soumettre)

